

N ANTIBUREAUCRATIQUE

1956 - 1966
... POLOGNE

des partis — précisément politiques reconnus par la — indépendance des syn- port à l'Etat, reconnaissance grève, instruction ouvrière sur économiques généraux, sup- la police politique, suppres- permanente, armement de rière. Ce programme comporte partie de politique étrangère, nationalisme de la bureau- primant une confiance inés- les potentialités du vérita- nalisme prolétarien pour as- larité envers tout mouvement ouvrier dirigé contre l'impé- contre une bureaucratie ré-

la direction de l'Etat. Se basant sur cette conception, Modzelewski et Kuron distinguent le système social bureaucratique d'un système social technocratique dont le modèle, selon eux, est fourni à présent par la Yougoslavie. A ce propos, ils font une critique serrée de « l'autogestion » telle qu'elle existe en Yougoslavie, sans démocratie à l'échelle nationale. Leur document apporte une démonstration lumineuse que « l'autogestion » à la Liber- man et autres réformateurs présents est, dans la société soviétique, le programme des technocrates qui demandent de meilleures conditions et des privilèges plus étendus pour assurer un accroissement plus grand de la production.

me, Modzelewski et Kuron comme celui de la **révolution** **prolétarienne** qu'ils in- la lutte révolutionnaire pour le l'échelle mondiale. L'ensem- programme rejoint par sa con- même souvent dans ses formu- programme de la révolution possé- pour l'URSS par Trotsky **trahie**.

conviendrait cependant pas de lence qu'une divergence théo- tante existe entre le document wski et Kuron d'une part, la IV^e Internationale d'autre que le mouvement trotskyste l'Union soviétique et les autres me structure sociale comme riers, bureaucratiquement dé- déformés suivant les cas, et battu sans merci toute idée it soit d'un « capitalisme d'une nouvelle forme de so- itation de classe, et que la constituait une « nouvelle oiteuse. La théorie qui se le document de Modzelewski it très spécifique. La classe selon eux, n'est pas ce qu'il ment convenu d'appeler la de l'Union soviétique et des mblables ; ils font une dif- la technocratie d'une part et ie politique centrale d'autre est seulement cette dernière — très peu nombreuse se- eux-mêmes — qui consti- sse dirigeante de la nouvelle elle serait **collectivement** le des moyens de production et

La théorie de Modzelewski et Kuron se distingue moins des multiples théories de la nouvelle classe exploiteuse par cette différence entre bureaucratie politi- que dirigeante opposée à la technocratie — ce qui relèverait plutôt de la subtilité du raisonnement — que par une diffé- rence fondamentale : ils se situent sur un tout autre **plan de classe** que la plupart de ceux qui ont été combattus par Trotsky et la IV^e Internationale. Chez presque tous les théoriciens de la « nouvelle classe », la révolte contre Staline et les post-sta- liniens conduit à la négation du marxisme, au scepticisme envers la classe ouvrière et le socialisme, à une adulation de la démocratie bourgeoise ; la dénonciation des crimes du Kremlin a mené nombre d'entre eux dans le sillage de Washington. Absolument rien de pareil chez Modze- lewski et Kuron. Ils dénoncent le capita- lisme, et notamment la démocratie bour- geoise. Ils ont confiance dans la capacité du prolétariat à remplir sa mission histori- que. Il s'appuient sans réserve sur le mar- xisme et font de puissants efforts pour le dégager de la gangue stalinienne qui l'a si longtemps défiguré. C'est pourquoi nous pensons qu'entre eux et le mouvement trotskyste, la divergence est plutôt d'ordre terminologique que politique.

... La généralisation théorique de Mod- zelewski et Kuron se base sur un fait réel, l'omnipotence de la bureaucratie politique centrale dans les Etats comme la Pologne. Mais cette omnipotence ne fait pas d'elle un propriétaire collectif. Les auteurs de la « lettre ouverte » y reconnaissent que, dans ces pays, il n'y a pas de marché des moyens de production (en dehors de la force de travail des ouvriers), que la bureaucratie n'achète pas à elle-même ces moyens de

production, qu'elle en **dispose** à sa guise. Elle en dispose, le terme est excellent. La propriété étatique et la planification ne suffisent pas à qualifier une société de socialiste, mais elles ne font pas non plus d'un groupe aussi restreint que la bureau- cratie politique centrale le propriétaire des moyens de production dans la période ou, pour des raisons conjoncturelles dé- terminées, il dispose quasiment sans con- trôle de ceux-ci. A notre avis, Modze- lewski et Kuron commettent une confu- sion similaire, **mutadis mutandis**, à celle que font ceux qui, dans le capitalisme des monopoles, présentent les managers comme une classe opposée aux actionnaires. La fonction de gestion s'est dissociée de celle de propriété, elle ne l'a pas suppri- mée. Les managers sont des capitalistes, tout aussi bien que les actionnaires. On ne peut de même opposer socialement la bureaucratie politique centrale aux techno- crates. Il faut aussi noter que les techno- crates, en Union soviétique et dans les autres Etats d'Europe orientale, ne deman- dent aucun bouleversement politique pro- fond, aucun remaniement social ; leur programme est celui d'un aménagement de l'économie, plus à leur profit, et d'une garan- tie de leur statut. De Staline, le plus omnipotent des « bureaucrates politiques » à Kossyguine, un éminent technocrate, il n'y a pas eu de solution de continuité.

Dans leur document, Modzelewski et Kuron déclarent que le régime de la bu- reaucratie politique centrale a été « objec- tivement utile » pendant un certain temps, quand la Pologne, à la sortie de la guerre, a commencé son édification économique, mais qu'en moins de dix ans il est devenu pernicieux pour le développement des forces productives, les intérêts de cette bu- reaucratie politique étant contraires à ceux de l'immense majorité de la popula- tion. L'histoire n'a jamais donné d'exem- ple d'une **classe dirigeante** qui soit en quelques années devenu un frein ou un obstacle au développement des forces pro- ductives. Il s'agit bien là d'une couche sociale portée au pouvoir dans des circon- stances exceptionnelles, exerçant en raison de celles-ci une dictature économique et politique qui n'a aucune légitimité histo- rique et dont « l'utilité » temporaire est très sujette à discussion.

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous apprenons que Ludwik Haas a été libéré, fin août-début septembre, pour raisons de santé. Mais tous les autres con- damnés sont encore en prison.

Les arrestations et les condamnations ont soulevé beaucoup d'émotion dans l'in- telligentsia et dans la jeunesse universi- taire polonaise. Les correspondants de la presse étrangère à Varsovie l'ont mention- né. Au procès de Modzelewski et Kuron, des personnalités éminentes, le physicien Infeld, le philosophe Kolakowski, le criti- que Slonimski, d'autres, sont venus témoi- gner l'estime qu'ils avaient pour les accusés.

Hors de Pologne, une des premières protestations est venue du Vietnam Day Committee de l'université de Berkeley, en Californie...

Le courage politique, intellectuel, moral des emprisonnés est digne des plus hautes traditions révolutionnaires, dignes de ces victimes de Staline dont ils se revendiquent : le vieux Parti communiste polo- nais formé par Rosa Luxemburg, et l'Op- position de gauche soviétique organisée par Léon Trotsky. La publication de cette brochure est pour nous plus qu'une œuvre d'information politique, c'est aussi et avant tout un appel à la solidarité internationale pour obtenir leur libération.

Le 24 septembre 1966.

Pierre FRANK

RÉSOLUTION DES CONSEILS OUVRIERS DU XI^e ARRONDISSEMENT DE BUDAPEST

« Les représentants des ouvriers des fabriques du XI^e arrondissement ont unanimement décidé que, dans les intérêts de la construction socialiste de la Hongrie et de l'avenir du peu- ple hongrois, ils sont prêts à reprendre le travail aux conditions suivantes :

1. Nous soulignons expressément que la classe ouvrière révolutionnaire considère que les usines et la terre sont propriété du peuple travailleur.

2. Le Parlement ouvrier reconnaît le gouvernement Kadar comme partie négociante à la condition préalable qu'il se réorganise dans un but d'assu- rer la légalité, pour correspondre ainsi à la volonté du peuple.

3. Le peuple a accordé sa con- fiance aux conseils ouvriers pour s'assu- rer que la volonté du peuple sera ultérieurement exécutée. Nous exi- geons l'élargissement des attributions des conseils ouvriers ainsi que leur confirmation de la part du gouverne- ment dans les domaines économique, culturel et social.

4. Dans l'intérêt du maintien de l'ordre et de la paix, nous exigeons que soit fixé un délai pour des élec- tions libres. Ne pourront y partici- per que les partis qui reconnaissent et ont toujours reconnu l'ordre socia- liste. Cet ordre repose sur le prin- cipe que les moyens de production appartiennent à la société.

5. Nous exigeons la libération im- médiate des membres du gouverne-

ment Imre Nagy qui ont été choisis par la Révolution ; de même nous exigeons la libération de tous les com- battants de la liberté.

6. Nous exigeons l'établissement im- médiat d'un cessez-le-feu ainsi que le retrait des troupes soviétiques de Budapest, étant donné que les autori- tés hongroises peuvent assurer l'ordre au moyen du pouvoir ouvrier. Nous exigeons en outre que le gou- vernement hongrois commence des négociations pour le retrait graduel et ordonné des troupes soviétiques hors du territoire hongrois, aussitôt que les travailleurs auront repris le travail et que l'opinion publique soit informée de la marche de ces négocia- tions.

7. La police doit être recrutée par- mi les ouvriers d'usine sincères et les unités de l'armée qui sont loyales envers le peuple.

8. Il est demandé que les points ci-dessus soient rendus publics par le gouvernement au moyen de la radio et de la presse.

Conclusion : Nous commencerons aussitôt à travailler à la reconstruc- tion ainsi qu'à assurer l'approvision- nement du peuple et à rétablir les moyens de transport ; mais d'autres tâches ne seront prises en considéra- tion qu'après reconnaissance de nos revendications et leur mise à exé- cution.

Budapest, le 12 novembre 1956. »

A PLUME

(2)

OU LES ÉVOLUTIONS

DE « LA NOUVELLE CRITIQUE »

nine reconnut que, sur la plupart de leurs points de désaccord, c'est Trotsky qui avait eu raison et qu'avant de « perdre complètement l'usage de ses facultés » Lénine eut le temps de dicter quelques lettres dont la « Nouvelle critique » ne nous a pas réservé la pri- meur.

Peu avant la fin du « communisme de guerre », le 22 février 1921, le gouvernement soviétique décida la création d'une commission du Plan (Gosplan).

En fait, le Gosplan demeurait un fantôme, et depuis la promulgation de la N.E.P., les efforts des bolcheviks tendaient davantage à faire renaître l'économie de marché qu'à planifier la production. Trotsky s'insur- gea dès le début contre cette défaillance, soutenant que le retour au commerce privé impliquait que l'on renforce la planification et le contrôle de l'Etat sur le marché. Le 3 mai 1921, il écrivait à Lénine :

« Malheureusement, notre travail continue à se faire sans plan, et sans qu'ait été comprise la nécessité d'un plan. Le Gosplan représente une négation plus ou moins délibérée de la nécessité d'élaborer un plan éco- nomique solide et pratique pour le futur immédiat » (2).

Personne ne soutint Trotsky au Politbureau. Lénine pensait qu'il était prématuré de vouloir planifier une économie ruinée avec plus de vingt millions de petites exploitations dispersées. Cependant, à la fin de l'année 1922, son intransigeance commença à fléchir. Alors qu'il était en convalescence à la campagne, et que Trotsky était absent de Moscou, en novembre 1922, le Comité central avait adopté à l'unanimité une résolu- tion portant un sérieux coup au monopole du com- merce extérieur.

Le 13 décembre, Lénine écrivit à Trotsky :

« Je vous demande instamment de vous charger de défendre à la prochaine séance (du Comité central) notre position commune sur le besoin impératif de sau- vegarder et de renforcer le monopole du commerce ex- térieur. »

Trotsky accepta, tout en faisant à nouveau remar- quer que les forces anarchiques de l'économie de mar- ché devaient être davantage contrôlées par le pouvoir central et réclamant de vastes pouvoirs pour le Gos- plan.

Peu de temps après, le Comité central revint sur sa décision avec la même unanimité, et Lénine écrivit le 21 décembre 1922 :

« Camarade Trotsky, il semble que l'on ait réussi à prendre la position sans tirer un seul coup de fusil, par une simple manœuvre. Je propose de ne pas s'en tenir là et de continuer l'offensive » (3).

Cet incident amena Lénine à revoir le fond de la polémique qu'il avait eue avec Trotsky sur le Gosplan et, quelques jours plus tard, le 27 décembre, il écrivit au Politbureau une lettre qui est maintenant publiée dans le tome 36 de ses œuvres complètes (Editions so- ciales, p. 611) ; « Attribution de fonctions législatives au Gosplan ».

« Cette idée a été lancée depuis longtemps, je crois, par le camarade Trotsky. Je m'étais prononcé contre, parce que j'estimais qu'il se produirait alors une dis- cordance fondamentale dans le système de nos insti- tutions législatives. Mais après un examen attentif, je constate que, dans le fond, il y a là une idée juste [...], je pense qu'à l'heure présente, il faut faire un pas vers l'extension de la compétence de la Commission du Plan d'Etat... A cet égard, on peut et l'on doit, je pense, accéder au désir du camarade Trotsky... »

Ce texte de Lénine ne fut pas publié par le Polit- bureau et il fallut attendre le XX^e congrès pour qu'il fasse partie des œuvres complètes de Lénine (mais pas du bagage théorique de M. Hincker). Il est vrai que, pour le rédacteur de la « Revue du marxisme mili- tant », Lénine « perdit complètement l'usage de ses facultés » après son intervention sur le monopole du commerce extérieur, c'est-à-dire à la mi-décembre 1922. Il faut donc supposer que c'est un Lénine sans facul- tés intellectuelles qui a rédigé la lettre du 27 décembre. Nous pourrions ajouter que le même tome 36 fait vol- siner des lettres écrites les 30 et 31 décembre, criti- quant violemment la politique chauvine et grand-rus- sienne de Staline, Dzerjinski, et Ordjonikidzé en Géor- gie. Les remarques de Lénine nous paraissent témoi- gner d'une grande maîtrise de pensée.

Chaque paragraphe du libelle de la « Nouvelle critique » est émaillé de mensonges ou d'interprétations con- sciemment falsifiées de la position de Trotsky. Nous en avons donné quelques exemples, nous pourrions en allé- gner des dizaines d'autres.

(A suivre)

L. COUTURIER

(*) Une fâcheuse coquille nous a fait écrire dans le dernier numéro : « Il y a des choses qu'on fait... » Cette erreur avait le double inconvénient d'imputer à Aragon une faute de langage dont il n'est pas coutumier, mais surtout de restreindre sa pensée...

(1) Trotsky, *Ma vie*, « Livre de poche », p. 53.

(2) Archives de Trotsky, in Deutscher, *le prophète désarmé*, p. 72.

(3) In Archives de Trotsky, et *Ma vie*, « Livre de poche », p. 554.